

COMPTE CONSOLIDÉS

31/12/2017



**56, RUE DE BILLANCOURT
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT**



SOMMAIRE

1	BILAN CONSOLIDE	4
2	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	5
3	TABEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE PAR L'ANALYSE DES FLUX DE TRESORERIE	6
4	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES – PART DU GROUPE	7
5	EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE	8
5.1	FAITS MARQUANTS	8
5.2	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	8
6	REFERENTIEL COMPTABLE, MODALITES DE CONSOLIDATION, METHODES ET REGLES D'EVALUATION	9
6.1	REFERENTIEL COMPTABLE	9
6.2	MODALITES DE CONSOLIDATION	9
6.2.1	ECARTS D'ACQUISITION	9
6.2.2	DATES DE CLOTURE DES EXERCICES DES SOCIETES CONSOLIDEES	10
6.2.3	METHODE DE CONVERSION DES OPERATIONS EN DEVISES	11
6.3	METHODES ET REGLES D'EVALUATION	11
6.3.1	UTILISATION D'ESTIMATIONS	11
6.3.2	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11
6.3.3	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11
6.3.4	CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT	12
6.3.5	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	12
6.3.6	CREANCES ET DETTES	12
6.3.7	TRESORERIE ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	12
6.3.8	PROVISIONS	12
6.3.9	ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET PRESTATIONS ASSIMILEES	13
6.3.10	IMPOTS SUR LES RESULTATS	13
6.3.11	RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES CHARGES CORRESPONDANTES	13
6.3.12	DISTINCTION ENTRE RESULTAT EXCEPTIONNEL ET RESULTAT D'EXPLOITATION	14
6.3.13	RESULTATS PAR ACTION	14
7	PERIMETRE DE CONSOLIDATION	15
7.1	ACTIVITE	15
7.2	ORGANIGRAMME AU 31 DECEMBRE 2017	15
7.3	LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES	15
8	COMPARABILITE DES COMPTES	16
8.1	CHANGEMENTS COMPTABLES	16
8.2	VARIATIONS DE PERIMETRE	16
9	EXPLICATION DES COMPTES DU BILAN, DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS	17

9.1	ECARTS D'ACQUISITION	17
9.2	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18
9.3	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	19
9.4	IMMOBILISATIONS FINANCIERES.....	19
9.5	VENTILATION DES CREANCES ET DES DEPRECIATIONS PAR ECHEANCE	20
9.6	CAPITAUX PROPRES	20
9.7	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES.....	21
9.8	EMPRUNT OBLIGATAIRE	21
9.9	IMPOTS DIFFERES	22
9.10	AUTRES PASSIFS A COURT TERME	23
9.11	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	23
9.12	RESULTAT FINANCIER.....	24
9.13	RESULTAT EXCEPTIONNEL	24
9.14	ENGAGEMENTS HORS-BILAN	25
9.15	IMPOT SUR LES RESULTATS	25
9.15.1	ANALYSE DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES	25
9.15.2	PREUVE D'IMPOT.....	25
10	AUTRES INFORMATIONS	26
10.1	INFORMATION SECTORIELLE.....	26
10.1.1	ACTIFS IMMOBILISES	26
10.1.2	CHIFFRE D'AFFAIRES.....	26
10.1.3	RESULTAT D'EXPLOITATION	26
10.2	INFORMATION GEOGRAPHIQUE.....	27
10.3	EFFECTIF MOYEN	27
10.4	REMUNERATION DES DIRIGEANTS.....	27
10.5	PARTIES LIEES	27
10.6	HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES 2017	28

1 Bilan consolidé

ACTIF (en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016	Note n°
Actif immobilisé	3 343	4 572	
Ecart d'acquisition	627	1 593	9.1
Immobilisations incorporelles	2 370	2 658	9.2
Immobilisations corporelles	174	86	9.3
Immobilisations financières	172	234	9.4
Actif circulant	10 511	11 091	
Stocks et en-cours			} 9.5
Clients et comptes rattachés	7 027	7 633	
Autres créances et comptes de régularisation	3 167	3 041	
Valeurs mobilières de placement	4	49	
Disponibilités	312	368	
TOTAL	13 854	15 663	

PASSIF (en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016	Note n°
Capitaux propres (part du groupe)	(142)	1 545	
Capital	1 004	1 004	} 9.6
Primes	7 694	9 547	
Réserves consolidées	(7 314)	(6 654)	
Autres dont écarts de conversion	(60)	(60)	
Résultat consolidé	(1 465)	(2 292)	
Intérêts minoritaires	-	-	
Provisions	294	230	9.7
Dettes	13 701	13 888	
Emprunts et dettes financières	1 810	346	} 9.8
Fournisseurs et comptes rattachés	7 865	8 937	
Autres dettes et comptes de régularisation	4 026	4 605	
TOTAL	13 854	15 663	

2 Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016	Note n°
	(12 mois)	(12 mois)	
Chiffre d'affaires	17 976	17 393	10.1.2
Autres produits d'exploitation	219	181	
Achats consommés	(13 697)	(13 100)	
Charges de personnel	(4 038)	(3 825)	
Autres charges d'exploitation	(53)	(20)	
Impôts et taxes	(101)	(140)	
Excédent Brut D'exploitation	305	489	
Dotations aux amortissements et aux provisions	(642)	(677)	9.11
Résultat d'exploitation	(337)	(188)	10.1.3
Charges et produits financiers	(189)	(251)	9.12
Résultat courant des entreprises intégrées	(526)	(439)	
Charges et produits exceptionnels	(361)	(999)	9.13
Impôts sur les résultats	345	70	9.15
Résultat net des entreprises intégrées	(542)	(1 369)	
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(924)	(924)	9.1
Résultat net de l'ensemble consolidé	(1 465)	(2 292)	
Intérêts minoritaires	-	-	
Résultat net (part du groupe)	(1 465)	(2 292)	

3 Tableau de financement consolidé par l'analyse des flux de trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017 (12 mois)	31/12/2016 (12 mois)
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	(1 465)	(2 292)
- Résultat des sociétés mise en équivalence	-	-
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	1 632	1 291
- Variation des impôts différés	23	24
- Plus-values de cession	2	(101)
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIETES INTEGREES	191	(1 077)
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIE A L'ACTIVITE	(1 170)	551
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(979)	(526)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(784)	(1 289)
Cession d'immobilisations	434	30
Incidence des variations de périmètre	-	(0)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(350)	(1 259)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	(222)	1 474
Emissions d'emprunts	1 300	1
Remboursements d'emprunts	(1)	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	1 077	1 475
VARIATION DE TRESORERIE	(252)	(310)
Trésorerie d'ouverture	72	384
Trésorerie de clôture	(180)	72
Incidence des variations de cours des devises	-	1

4 Variation des capitaux propres consolidés – part du groupe

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecarts de conversion	Capitaux propres (part du groupe)
Situation au 31/12/2015	834	9 760	(4 767)	(3 402)	(58)	2 367
Affectation du résultat			(3 402)	3 402		
Résultat 2016				(2 292)		(2 292)
Variations du capital de l'entreprise consolidante	170	(213)	1 515		(2)	1 470
Situation au 31/12/2016	1 004	9 547	(6 654)	(2 292)	(60)	1 545
Affectation du résultat			(2 292)	2 292		
Résultat 2017				(1 465)		(1 465)
Reclassement compte à compte		55	(55)			
Variations du capital de l'entreprise consolidante		(1 908)	1 687			(221)
Situation au 31/12/2017	1 004	7 694	(7 314)	(1 465)	(60)	(142)

5 Evènements significatifs de l'exercice

5.1 *Faits marquants*

Les principaux évènements de l'année 2017, sont les suivants :

- Il a été décidé en date du 27 Avril 2017, de transférer le siège social de la société Madvertise du 37 rue des Mathurins - 75008 Paris au 56 rue de Billancourt – 92100 Boulogne-Billancourt.
- La société Mbrand-3 a changé de dénomination sociale pour devenir Madvertise Media à compter du 29 Juin 2017
- La société Bemobee Solutions a changé de dénomination sociale pour devenir Madvertise Agency à compter du 20 Septembre 2017
- La société Madvertise a souscrit un contrat d'OC d'un montant de 800k€ dont les modalités sont détaillées au paragraphe 9.8. Les fonds ont été reçus le 04 février 2017.
- La société a opéré un changement de compartiment du groupe de cotation E1 (placement privé) au groupe de cotation E2 (Offre au public) du marché Euronext Growth™. Le prospectus déposé a été visé par l'AMF, direction des Emetteurs, en date du 15 septembre 2017. Les 10 039 912 actions constituant le capital de la société ont été transférées à cette date.
- Il a été décidé pour l'exercice 2017 d'ajouter la société Appsfire dans le périmètre d'intégration fiscale de la société Madvertise.
- En septembre 2017, la société a lancé sa solution de « eye tracking » pour le marché de la régie publicitaire. Le principe permet de décompter le temps qu'un utilisateur passe devant la publicité (publicité in-app uniquement). Cette solution renforce la valeur ajoutée de son offre et maintient le groupe en tête en matière d'innovation
- La société Madvertise a accordé un abandon de créance et de compte courant au profit de sa filiale italienne Madvertise Mobile Advertising avec clause de retour à meilleur fortune. Le montant de cet abandon s'élève à 220 K. En contrepartie de cet abandon de créance, la société Madvertise Mobile Advertising s'engage à rembourser la société Madvertise dans le cas où Madvertise Mobile dégage des bénéfices et que sa situation nette redevient positive, à concurrence de sa valeur nette positive

5.2 *Evènements postérieurs à la clôture*

Aucun évènement post-clôture

6 Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

Note préalable :

Sauf mention contraire, l'ensemble des données chiffrées de ces notes annexes est exprimé en milliers d'euros. L'euro est la monnaie fonctionnelle de l'ensemble des entités du groupe.

MADVERTISE n'atteint pas les seuils légaux minimaux devant conduire à une obligation de consolider. Cette publication optionnelle est donc destinée à faciliter sa communication.

6.1 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés du groupe MADVERTISE sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement n° 99.02 du Comité de Réglementation Comptable sont appliquées.

Les comptes consolidés respectent les principes comptables définis ci-dessous.

6.2 Modalités de consolidation

La note 7 liste l'ensemble des entités consolidées par la société mère MADVERTISE (56, rue de Billancourt – 92100 Boulogne Billancourt) et les méthodes y afférent.

Les sociétés contrôlées exclusivement, directement ou indirectement, par la société mère MADVERTISE, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles MADVERTISE a une influence notable sont mises en équivalence. Celle-ci est présumée à partir du moment où le Groupe détient au moins 20% du capital.

6.2.1 Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition constaté à l'occasion d'une prise ou d'une variation de participation représente la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Ce poste enregistre donc les écarts consécutifs à une acquisition qu'il n'a pas été possible d'affecter à un poste de l'actif immobilisé.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif. Conformément à la nouvelle réglementation de l'ANC n° 2015-07 du 23 novembre 2015, applicable au 1^{er} janvier 2016, le groupe détermine la durée d'utilisation, limitée ou non, de l'écart d'acquisition, à partir de l'analyse documentée des

caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition concernée, notamment sur les aspects techniques, économiques et juridiques.

Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au groupe, ce dernier n'est pas amorti.

Lorsqu'il existe une limite prévisible à sa durée d'utilisation, l'écart d'acquisition est amorti linéairement sur cette durée, ou, si elle ne peut être déterminée de manière fiable, sur 10 ans. Toute modification significative de la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition est traitée de manière prospective.

L'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) identifiée par le groupe correspond à la notion d'entité juridique. Parfaitement en adéquation avec la structure opérationnelle, les entités ont été acquises ou créées au fur et à mesure du développement du groupe et des opérations de croissance externe. Le goodwill est donc affecté à la société, qui représente les UGT du groupe.

Ainsi, les écarts d'acquisition positifs inscrits à l'actif immobilisé à compter du 1er janvier 2016 ne seront plus systématiquement amortis notamment en l'absence de limite prévisible de leur durée d'utilisation.

Concernant les écarts d'acquisition antérieurs au 1er janvier 2016, le groupe a retenu la possibilité de maintenir l'amortissement sur la durée d'utilisation antérieurement déterminée. Compte tenu des hypothèses retenues et des objectifs fixés lors des acquisitions, cette durée avait été estimée à 7 ans et appliquée à l'ensemble des écarts d'acquisition enregistrés.

La valeur des actifs incorporels non amortissables et des écarts d'acquisition fait l'objet d'un test de dépréciation annuel. Au 31 Décembre 2017, l'étude des indices économiques et financiers n'a pas montré que les écarts d'acquisition ont perdu de leur valeur. Aucune dépréciation n'a donc été comptabilisée.

Concernant les écarts d'acquisition négatifs, la société a appliqué les dispositions prévues par la norme CRC 99-02 et a donc amorti ces derniers selon la même politique, soit sur 7 ans.

6.2.2 Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

Les comptes consolidés au 31 décembre 2017 ont été établis à partir des états financiers de chacune des entités arrêtés au 31 décembre 2017, d'une durée de douze mois.

Afin de reconstituer les capitaux de propres de sa filiale en Italie lors du dépôt des comptes arrêtés au 31/12/2016, il a été procédé à un abandon de compte courant et de créances avec clause de retour à meilleure fortune au profit de Madvertise Media Srl pour un montant de 219.984,31 euros. Cette créance sera reconstituée dès que l'entité présentera des résultats suffisants

6.2.3 Méthode de conversion des opérations en devises

Les éventuelles transactions exprimées en devises étrangères sont converties aux cours de change en vigueur au moment de la transaction.

Lors de l'arrêté des comptes, les soldes monétaires en devises sont convertis au taux de clôture. Les différences de change dégagées à cette occasion et celles réalisées lors des transactions en devises sont, le cas échéant, comptabilisées en résultat financier, selon la méthode préférentielle prévue par le Règlement CRC 99-02.

6.3 Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le groupe MADVERTISE sont les suivants :

6.3.1 Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs et passifs portés au bilan, de produits et de charges comptabilisés et d'engagements mentionnés en annexe. Les résultats définitifs pourront, le cas échéant, diverger de ces estimations.

6.3.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent :

- aux frais de développement de logiciels à usage interne. Ils sont amortis en linéaire sur une durée de deux ans pour le front office et trois ans pour le back office ;
- aux licences d'exploitation liées aux logiciels. Elles sont amorties en linéaire sur un an.

6.3.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'immobilisation corporelle ou du composant concerné.

Les principales méthodes d'amortissement et durées d'utilité retenues sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Méthode	Durée
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans

6.3.4 Contrats de location-financement

Le groupe n'a pas souscrit à ce jour de contrat de location financement significatif.

Si tel devait être le cas ultérieurement, les opérations réalisées au moyen d'un contrat de location-financement significatif seraient retraitées selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine au contrat. Les amortissements seraient conformes aux méthodes et taux précités, et l'incidence fiscale de ce retraitement serait prise en compte.

6.3.5 Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent principalement à des cautions et dépôts de garantie.

6.3.6 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées pour leurs valeurs nominales.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voies de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances et les dettes en monnaies étrangères ont été converties et comptabilisées sur la base du cours de clôture.

6.3.7 Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat ou de souscription, hors frais accessoires, selon la méthode Premier Entré, Premier Sorti.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque le cours de bourse ou la valeur probable de réalisation sont inférieurs à la valeur d'achat.

Le groupe a souscrit à un contrat de liquidité le 03 avril 2012. En application du Règlement CRC 99-02, le traitement des titres d'autocontrôle dépend de leur classement comptable. Figurant en valeurs mobilières de placements dans les comptes individuels, ils sont maintenus à ce poste dans les comptes consolidés.

6.3.8 Provisions

Sur la période, le Groupe a comptabilisé une provision pour risques et charges.

D'une façon générale le groupe n'enregistre de telles provisions que dans les cas d'obligation légale ou implicite vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé qui entraînerait probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation.

L'analyse que le management du groupe a pu faire sur ce poste n'a pas conduit à la mise en évidence d'une telle obligation.

Par ailleurs, l'étude des différents litiges en cours n'a pas conduit au besoin de constituer des provisions pour risques.

6.3.9 Engagements de retraite et prestations assimilées

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est généralement déterminé en fonction de leur ancienneté et en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Ces engagements ne sont pas comptabilisés dans les comptes consolidés selon le principe d'importance relative : ancienneté moyenne faible et moyenne d'âge peu élevée.

6.3.10 Impôts sur les résultats

Le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé,
- de crédits d'impôts et de reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société. Les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :

- si leur récupération ne dépend pas de résultats futurs,
- ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de leur période de dénouement.

Un périmètre d'intégration fiscale est en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2012. Il comprend les entités Madvertise Media, Madvertise Agency et l'entité tête de groupe est MADVERTISE.

A partir du 1^{er} Janvier 2017, la société Appsfire intègre le groupe d'intégration fiscale.

6.3.11 Reconnaissance du chiffre d'affaires et des charges correspondantes

Les prestations de services du Groupe sont reconnues en chiffre d'affaires lorsque celles-ci sont réalisées.

Les produits afférents aux prestations de services dans le cadre de contrats à moyen et long terme sont enregistrés en fonction de l'avancement de la transaction. L'avancement est évalué sur la base des travaux exécutés à la date de clôture. La totalité des revenus n'est pas comptabilisée lorsqu'il subsiste une incertitude significative quant au recouvrement du prix de la transaction.

6.3.12 Distinction entre résultat exceptionnel et résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation provient des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

6.3.13 Résultats par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net par le nombre d'actions aux clôtures respectives.

	31/12/2017	31/12/2016
Résultat net (part du Groupe) en euros	(1 465 151)	(2 292 082)
Nombre d'actions en circulation	10 039 912	10 039 912
Résultat par action (en euros)	(0,146)	(0,228)

Le résultat dilué par action est obtenu en divisant le résultat net par le nombre d'actions en circulation aux clôtures respectives augmenté des options en cours de validité.

	31/12/2017	31/12/2016
Résultat net (part du Groupe) en euros	(1 465 151)	(2 292 082)
Nombre d'actions en circulation	10 039 912	10 039 912
Nombre d'actions à émettre en cas d'exercice des instruments financiers	2 060 346	1 333 074
Résultat par action (en euros)	(0,121)	(0,202)

7 Périmètre de consolidation

7.1 Activité

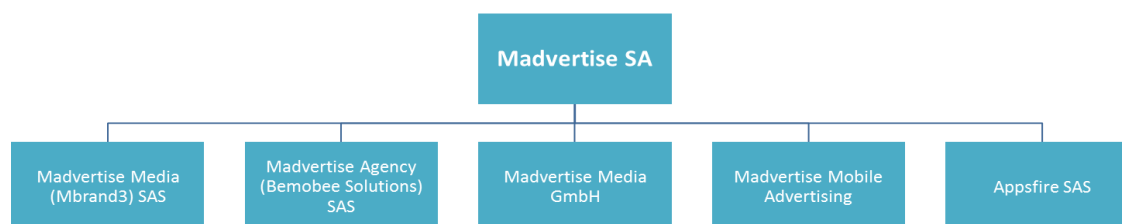
Le Groupe MADVERTISE accompagne les annonceurs dans leur stratégie mobile et leur communication auprès des utilisateurs.

L'activité du Groupe est organisée autour des 2 pôles suivants :

- Pôle agence de conseil et technique
- Pôle régies publicitaires mobiles

Les informations par activité sont présentées en note 10.

7.2 Organigramme au 31 Décembre 2017



7.3 Liste des sociétés consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Entités	Numéro d'identité	Siège social	Méthode de consolidation 12 2017	Méthode de consolidation 12 2016	% Contrôle 2017	% Contrôle 2016	% Intérêt 2017	% Intérêt 2016
Madvertise	447922972	56 rue de Billancourt 92100 Boulogne Billancourt	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère	100%	100%
Madvertise Agency (Bemobee Solutions) SAS	514844760	56 rue de Billancourt 92100 Boulogne Billancourt	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Madvertise Media (M-Brand3) SAS	512815218	56 rue de Billancourt 92100 Boulogne Billancourt	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Madvertise Media GmbH (Allemagne)	204 730	Kottbusser Damm 79, 10967 berlin	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Madvertise Mobile Advertising (Italie)	07540080962	Via Enrico stendhal 65CP 20144 Milan	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Appsfire SAS	518896303	23 rue de Départ 75014 Paris	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%

8 Comparabilité des comptes

8.1 Changements comptables

Aucun changement comptable n'est, par nature, susceptible d'affecter la comparabilité des comptes.

8.2 Variations de périmètre

Il n'y a eu aucune variation de périmètre sur l'année 2017

9 Explication des comptes du bilan, du compte de résultat et de leurs variations

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés et sont exprimés en milliers d'euros.

9.1 Ecarts d'acquisition

Le détail des écarts d'acquisition est présenté ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	31/12/2017
Valeurs brutes					
Madvertise Agency (Bemobee)	1 679				1 679
Madvertise Media (Mbrand3)	4 671			-	4 671
Madvertise Italie	66				66
Mobile network group	765			-	765
Appsfire	14				14
	-				-
Total	7 195	-	-	-	7 195
Amortissements					
Madvertise Agency (Bemobee)	(1 326)	(235)			(1 561)
Madvertise Media (Mbrand3)	(3 665)	(670)		-	(4 336)
Madvertise Italie	(28)	(9)			(37)
Mobile network group	(568)	(52)		-	(620)
Appsfire	(14)				(14)
Total	(5 601)	(967)	-	-	(6 568)
Valeurs nettes					
Madvertise Agency (Bemobee)	353	(235)		-	118
Madvertise Media (Mbrand3)	1 006	(670)		-	335
Madvertise Italie	37	(9)		-	28
Mobile network group	198	(52)		-	146
Appsfire	-	-		-	-
Total	1 594	(967)	-	-	627

Il est à noter qu'un écart d'acquisition négatif a été constaté lors de l'acquisition de Madvertise Media GmbH pour un montant de 306k€. L'amortissement de ce dernier est comptabilisé au poste de provision pour risque et charge. La valeur nette au 31/12/2017 est de 131k€.

Dépréciation des actifs incorporels et des goodwill

Une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel si la valeur comptable d'un actif ou de son Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est supérieure à sa valeur recouvrable (cf. 6.2.1). Le détail des actifs par UGT et les principales hypothèses retenues pour le test de dépréciation annuel sont les suivants :

Unité génératrice de trésorerie	Goodwill	Taux de croissance	Taux d'actualisation
Bemobee Solutions SAS (Bemobee, Madvertise agence)	135	1,50%	12%
Madvertise Media SAS (Mbrand-3)	335	1,50%	12%
Madvertise Media GmbH (Allemagne)	(131)	1,50%	12%
Madvertise Mobile Advertising (Italie)	28	1,50%	12%
Appsfire (Appsfire, Madvertise performance)	129	1,50%	12%

Aucune variation raisonnablement possible des principales hypothèses utilisées n'a fait apparaître de situation susceptible d'entraîner une perte de valeur des actifs testés.

9.2 Immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles correspondent principalement à la marque « Madvertise » pour un montant de 1 500K€

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	Reclassement	31/12/2017
Valeurs brutes						
Frais de développement	196	-	-	-	-	196
Concessions, brevets, licences	2 053	-	7	-	312	2 372
Autres immobilisations incorporelles	1 750	-	-	-	-	1 750
Total	3 998	-	7	-	312	4 318
Amortissements et provisions						
Frais de développement	(196)	-	-	-	-	(196)
Concessions, brevets, licences	(897)	-	(583)	-	-	(1 480)
Autres immobilisations incorporelles	(246)	-	(25)	-	-	(272)
Total	(1 340)	-	(608)	-	-	(1 948)
Valeurs nettes						
Frais de développement	-	-	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences	1 155	-	(576)	-	312	892
Autres immobilisations incorporelles	1 503	-	(25)	-	-	1 478
Total	2 658	-	(601)	-	312	2 370

9.3 Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations corporelles correspondent principalement à des matériels de bureau et outils informatiques.

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/12/2017
Valeurs brutes					
Autres immobilisations corporelles	235	11	(2)	0	243
Immobilisations corporelles en cours (*)	31	406	-	(312)	125
Total	265	417	(2)	(312)	368
Amortissements et provisions					
Autres immobilisations corporelles	(179)	(15)	0	-	(194)
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-
Total	(179)	(15)	0	-	(194)
Valeurs nettes					
Autres immobilisations corporelles	55	(4)	(2)	0	49
Immobilisations corporelles en cours	31	406	-	(312)	125
Total	86	402	(2)	(312)	174

9.4 Immobilisations financières

Les autres immobilisations financières correspondent essentiellement aux dépôts de garantie des anciens locaux et des nouveaux locaux pris en avril 2015, ainsi que des fonds de garantie du Factor. Aucune dépréciation n'a été enregistrée.

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	31/12/2017
Valeurs brutes					
Titres de participations	0	-	-	(0)	0
Titres mis en équivalence	-	-	-	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	234	-	26	(88)	172
Total	234	-	26	(89)	172

9.5 Ventilation des créances et des dépréciations par échéance

Les créances se décomposent, par échéance, de la manière suivante :

Valeurs nettes (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2017	< 1 an
Avances et acomptes versés	131	3	3
Clients et comptes rattachés	8 209	7 622	7 622
Créances sociales	0	0	0
Créances fiscales	2 014	2 627	2 627
Débiteurs divers	611	285	285
Charges constatées d'avance	112	84	84
Impôt différé actif Conso	169	169	169
Créances fiscales IS	3	0	0
Total	11 249	10 790	10 790

Les dépréciations relatives à ces créances sont présentées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Dotations	Reprises	31/12/2017
Clients et comptes rattachés	576	97	(78)	595
Total	576	97	(78)	595

9.6 Capitaux propres

Au 31 Décembre 2017, le capital social se compose de 10 039 912 actions d'une valeur nominale de 0,1 euro.

Aucune augmentation de capital n'a été réalisée au cours de l'année 2017.

9.7 Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Dotations	Reprises	Autres variations (*)	Ecart de conversion	Autres variations	31/12/2017
Ecart d'acquisition négatif	175	-	(44)	-	-	-	131
Provisions impôts différés passif	51	23	-	-	-	169	74
Total	226	23	(44)	-	-	169	205

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

La dotation de 23k€ correspondant à la provision pour prime de non conversion de l'emprunt obligataire.

L'écart d'acquisition négatif pour une valeur nette de 131k€ est relatif à l'acquisition de Madvertise Media GmbH (cf. 9.1 supra).

9.8 Emprunt obligataire

La société MADVERTISE a souscrit un emprunt obligataire de 800k€ d'une durée de 3 ans, au taux d'intérêt annuel de 5% payés trimestriellement. Le contrat prévoit une prime de non conversion des OCA payable in fine d'un montant maximal de 378k€. Ce risque a été comptabilisé en provision pour risque et charge pour un montant de 87k€ au 31 décembre 2017.

La société MADVERTISE a souscrit le 31/10/2017 à un prêt innovation auprès de la BPI de 500k€ d'une durée de 7 ans, au taux d'intérêt annuel de 4.89% payés trimestriellement. Le premier remboursement interviendra le 31/03/2020.

VENTILATION PAR PRINCIPALES DEVISES

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Franç Français (K FRF)	Euro (K EUR)	Dollar américain (K USD)	Livre sterling (K GBP)	Autres
Emprunts obligataires	(800)		(800)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	(500)		(500)			
Autres emprunts obligataires	-		-			
Concours bancaires courants	(496)		(496)			
Total emprunts et dettes financières	(1 796)	-	(1 796)	-	-	-

ECHEANCIER DES EMPRUNTS

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2017	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires	-	800		800	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	500		300	200
Intérêts courus non échus	-	14	14	-	-
Concours bancaires courants	345	496	496	-	-
Total emprunts et dettes financières	346	1 810	510	1 100	200

9.9 Impôts différés

La prise en compte, au 31 décembre 2017, d'imposition différée dans les comptes consolidés a eu, poste par poste, les incidences suivantes :

<i>Impôt différé actif (en milliers d'euros)</i>	<i>31/12/2016</i>	<i>Impact Réserve</i>	<i>Impact Résultat</i>	<i>31/12/2017</i>
Organic	-			-
Créances IDA sur frais sur titres	169			169
Activation des déficits reportables	56			56
Elimination PV cession interne	-			-
Compensation IDA / IDP	(56)			(56)
Total	169	-	-	169

<i>Impôt différé passif (en milliers d'euros)</i>	<i>31/12/2016</i>	<i>Impact Réserve</i>	<i>Impact Résultat</i>	<i>31/12/2017</i>
Provisions réglementées	107		23	130
Autres	-			-
Compensation IDA / IDP	(56)			(56)
Total	51	-	23	74

Les impôts différés actif et passif s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31/12/2017</i>	<i>31/12/2016</i>
Impôts différés actif	169	169
Impôts différés passif	(74)	(51)
Impact réserves	0	0
Impact résultat	(23)	(24)

9.10 Autres passifs à court terme

Le tableau ci-après détaille les autres passifs à court terme. Le montant des dettes diverses comprend 988k€ de créances cédées à notre partenaire financier (factor). Le montant de réserve associé (120k€) est comptabilisé à l'actif en débiteur divers (cf. 9.5).

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2017	< 1 an	1-5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	8 932	7 418	7 418	
Fournisseurs d'Immobilisations	6	447	447	
Dettes fiscales et sociales	2 607	2 809	2 809	
Dettes fiscales IS	2			
Dettes diverses	1 947	1 173	1 173	
Produits Constatés d'avance	50	44	44	
Total autres passifs à court terme	13 542	11 891	11 891	-

9.11 Amortissements et provisions

Le montant des dotations aux amortissements et aux provisions figurant en résultat d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Reprises d'amortissements et de provisions sur immobilisations		
Reprises de provisions	78	
Total reprises d'amortissements et de provisions	78	-
Dotations aux amortissements d'exploitation	622	368
Dotations aux provisions d'exploitation	97	309
Total dotations aux amortissements et aux provisions	719	677

9.12 Résultat financier

(en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Produits financiers		
Gains de change	32	2
Rep.sur Provisions & Amts.Financiers	26	53
Autres produits financiers	46	-
Total	104	55
Charges financières		
Intérêts et Charges financières	(119)	(59)
Pertes de change	(30)	(152)
Dot.aux Provisions & Amts.Financiers	(87)	(75)
Autres charges financières	(56)	(20)
Total	(293)	(306)
Résultat financier	(189)	(251)

9.13 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital (1)	-	-
Autres produits exceptionnels	(10)	-
Reprises de provisions et transferts de charges	-	-
Total	(10)	-
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(311)	(835)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	(2)	101
Autres charges exceptionnelles	(7)	(140)
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	-	-
Autres charges exceptionnelles	(30)	(126)
Total	(351)	(999)
Résultat exceptionnel	(361)	(999)

Les charges enregistrées en résultat exceptionnel correspondent principalement aux coûts des accords de minimum garantis supportés dans le cadre de l'activité Régie publicitaire (100k€). Le nombre et la valeur des contrats concernés est significativement réduit par rapport aux exercices précédents. Par ailleurs, 30k€ correspondent à des charges et avoir sur exercices antérieurs.

9.14 Engagements hors-bilan

Le groupe MADVERTISE n'a pas d'engagement hors bilan significatif.

9.15 Impôt sur les résultats

9.15.1 Analyse de l'impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Impôt exigible	(368)	94
Charge (produits) d'impôts différés	23	(24)
Total	(345)	70

9.15.2 Preuve d'impôt

Le rapprochement entre l'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Résultat avant impôt	(1 810)
Taux d'imposition normal applicable en France (%)	33,33%
Charge / Produit d'impôt théorique	603
Incidences des :	
- Différences permanentes	41
- Amortissement de l'écart d'acquisition	(308)
- Résultat des sociétés mises en équivalence	
- Effet de la non reconnaissance d'impôts différés actifs	(360)
- Consommation de produits d'impôts sur des valeurs fiscales antérieurement non reconnues	0
- Crédit impôt recherche	369
- Résultat de cession consolidé	
- Autres	(0)
Charge / Produit d'impôt effectivement constaté	345
Taux d'impôt effectif (%)	NA

10 Autres informations

10.1 Information sectorielle

L'organigramme et la structuration des activités y afférents sont donnés en note 7 – Périmètre de consolidation.

10.1.1 Actifs immobilisés

La répartition des actifs immobilisés par secteur d'activité est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Pôle agence de conseil et technique	2	
Pôle régies publicitaires mobiles	2 028	2 272
Holding	686	707
Total	2 716	2 979

10.1.2 Chiffre d'affaires

La répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Pôle agence de conseil et technique	1 541	1 565
Pôle régies publicitaires mobiles	16 404	15 699
Holding	31	129
Total	17 976	17 393

10.1.3 Résultat d'exploitation

La répartition du résultat d'exploitation par secteur d'activité est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Pôle agence de conseil et technique	79	258
Pôle régies publicitaires mobiles	740	374
Holding	(1 156)	(821)
Total	(337)	(188)

10.2 Information géographique

La répartition géographique du chiffre d'affaires est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
France	10 245	11 604
Allemagne	5 418	4 531
Italie	2 313	1 259
Total	17 976	17 393

10.3 Effectif moyen

L'effectif moyen employé se décompose comme suit :

		31/12/2017	31/12/2016
Entité consolidante	Madvertise '(1)	4	5
Entités en intégration globale	Madvertise Media (Mbrand3)	15	12
	Madvertise Agency (Bemobee)	15	18
	Madvertise Media Gmbh	15	16
	Madvertise Mobile Advertising	11	10
	Appsfire Inc	0	1
	Appsfire SAS	5	4
Total		65	65

(1) le chiffre 2016 a été ajusté pour exclure les stagiaires

10.4 Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas fournie dans la mesure où elle aboutirait à communiquer un montant individuel.

10.5 Parties liées

Les éventuelles transactions effectuées avec les parties liées sont systématiquement conclues par le Groupe aux conditions de marché et ne méritent donc pas d'être mentionnées.

10.6 *Honoraires de Commissariat aux Comptes 2017*

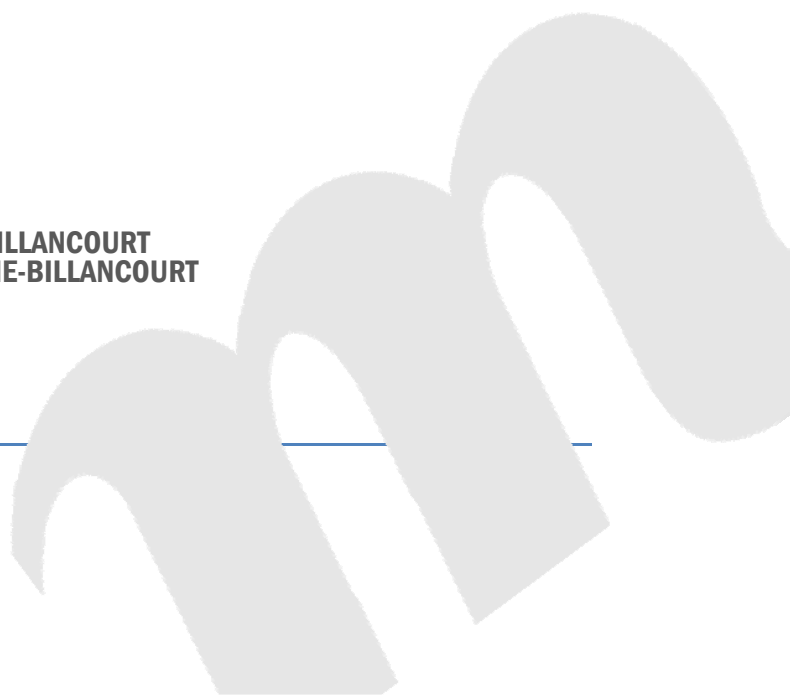
Les honoraires relatifs aux prestations des Commissaires aux comptes au titre de l'année 2017 s'élèvent à 70 K€.

COMPTE SOCIAUX

31/12/2017



56, RUE DE BILLANCOURT
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT



ACTIF	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif Immobilisé						
Frais d'établissement	19 427	19 427				
Recherche et développement	176 875	176 875				
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	1 408 512	935 477	473 035	3,93	630 378	5,14
Fonds commercial	126 127	57 127	69 000	0,57	69 000	0,56
Autres immobilisations incorporelles	193 383	189 163	4 220	0,04	16 669	0,14
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	93 512	61 824	31 688	0,26	33 235	0,27
Immobilisations en cours	98 420		98 420	0,82	19 017	0,15
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	9 365 239		9 365 239	77,76	9 083 153	74,02
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	71 425		71 425	0,59	45 366	0,37
TOTAL (I)	11 552 921	1 439 893	10 113 028	83,97	9 896 819	80,65
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens						
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes	2 400		2 400	0,02	129 000	1,05
Clients et comptes rattachés	315 656	2 039	313 617	2,60	504 735	4,11
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel						
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	180 942		180 942	1,50	91 447	0,75
. Autres	1 344 828		1 344 828	11,17	1 489 434	12,14
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement	4 648	340	4 308	0,04	10 889	0,09
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	12 687		12 687	0,11	43 231	0,35
Charges constatées d'avance	71 863		71 863	0,60	106 292	0,87
TOTAL (II)	1 933 024	2 379	1 930 645	16,03	2 375 027	19,35
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)	13 485 945	1 442 272	12 043 673	100,00	12 271 846	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 1 003 991)	1 003 991	8,34	1 003 991	8,18
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	7 693 818	63,88	9 547 220	77,80
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	-1 287 237	-10,68	-1 631 360	-13,28
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées	390 080	3,24	322 088	2,62
TOTAL(I)	7 800 652	64,77	9 241 939	75,31
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
TOTAL(II)				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	86 625	0,72		
TOTAL (III)	86 625	0,72		
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles	799 999	6,64		
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts	500 000	4,15		
. Découverts, concours bancaires	52 749	0,44	222 852	1,82
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers	14 225	0,12	1 000	0,01
. Associés	1 983 850	16,47	1 953 422	15,92
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours			1 930	0,02
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	565 757	4,70	717 080	5,84
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	25 354	0,21	16 379	0,13
. Organismes sociaux	49 296	0,41	48 249	0,39
. Etat, impôts sur les bénéfices			1 523	0,01
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	36 037	0,30	51 307	0,42
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	11 798	0,10	12 435	0,10
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	115 200	0,96		
Autres dettes	2 131	0,02	3 729	0,03
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL(IV)	4 156 397	34,51	3 029 907	24,69
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF (I à V)	12 043 673	100,00	12 271 846	100,00

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT

Exercice clos le
31/12/2017
(12 mois)Exercice précédent
31/12/2016
(12 mois)Variation
absolue
(12 / 12)

%

	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
Ventes de marchandises								
Production vendue biens								
Production vendue services	519 531	198 240	717 771	100,00	891 474	100,00	-173 703	-19,47
Chiffres d'Affaires Nets	519 531	198 240	717 771	100,00	891 474	100,00	-173 703	-19,47

Production stockée								
Production immobilisée			23 269	3,24			23 269	N/S
Subventions d'exploitation								
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			48 072	6,70	14 125	1,58	33 947	240,33
Autres produits			33 035	4,60	2 423	0,27	30 612	N/S
Total des produits d'exploitation (I)			822 148	114,54	908 021	101,86	-85 873	-9,45
Achats de marchandises (y compris droits de douane)								
Variation de stock (marchandises)								
Achats de matières premières et autres approvisionnements								
Variation de stock (matières premières et autres approv.)								
Autres achats et charges externes			1 239 915	172,75	1 105 990	124,06	133 925	12,11
Impôts, taxes et versements assimilés			23 383	3,26	36 182	4,06	-12 799	-35,36
Salaires et traitements			272 881	38,02	287 031	32,20	-14 150	-4,92
Charges sociales			110 113	15,34	106 440	11,94	3 673	3,45
Dotations aux amortissements sur immobilisations			323 688	45,10	183 833	20,62	139 855	76,08
Dotations aux provisions sur immobilisations								
Dotations aux provisions sur actif circulant					7 333	0,82	-7 333	-100,00
Dotations aux provisions pour risques et charges								
Autres charges			7 781	1,08	1 962	0,22	5 819	296,59
Total des charges d'exploitation (II)			1 977 761	275,54	1 728 771	193,92	248 990	14,40
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-1 155 613	-160,99	-820 749	-92,06	-334 864	-40,79
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun								
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)								
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)								
Produits financiers de participations								
Produits des autres valeurs mobilières et créances								
Autres intérêts et produits assimilés			8 262	1,15	12 381	1,39	-4 119	-33,26
Reprises sur provisions et transferts de charges			25 168	3,51			25 168	N/S
Différences positives de change								
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement								
Total des produits financiers (V)			33 429	4,66	12 381	1,39	21 048	170,00
Dotations financières aux amortissements et provisions			86 625	12,07	22 907	2,57	63 718	278,16
Intérêts et charges assimilées			311 076	43,34	691 018	77,51	-379 942	-54,97
Différences négatives de change			761	0,11			761	N/S
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements								
Total des charges financières (VI)			398 462	55,51	713 925	80,08	-315 463	-44,18
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)			-365 032	-50,85	-701 544	-78,68	336 512	47,97
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			-1 520 646	-211,85	-1 522 293	-170,75	1 647	0,11

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-10 233	-1,42			-10 233	N/S
Produits exceptionnels sur opérations en capital						
Reprises sur provisions et transferts de charges			14 214	1,59	-14 214	-100,00
Total des produits exceptionnels (VII)	-10 233	-1,42	14 214	1,59	-24 447	-171,98
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	56 918	7,93	36 504	4,09	20 414	55,92
Charges exceptionnelles sur opérations en capital						
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	67 992	9,47	86 777	9,73	-18 785	-21,64
Total des charges exceptionnelles (VIII)	124 910	17,40	123 281	13,83	1 629	1,32
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-135 143	-18,82	-109 067	-12,22	-26 076	-23,90
Participation des salariés (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	-368 551	-51,34			-368 551	N/S
Total des Produits (I+III+V+VII)	845 344	117,77	934 617	104,84	-89 273	-9,54
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	2 132 582	297,11	2 565 977	287,84	-433 395	-16,88
RÉSULTAT NET	-1 287 237 <i>Perte</i>	-179,33	-1 631 360 <i>Perte</i>	-182,99	344 123	21,09
Dont Crédit-bail mobilier						
Dont Crédit-bail immobilier						

Annexes

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total est de 12 043 673,27 € et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -1 287 237,45 €, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2016 au 31/12/2016.

Faits caractéristiques de l'exercice

A compter du 1^{er} janvier 2017, notre filiale APPSFIRE est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale de la société MADVERTISE.

La société MADVERTISE a souscrit un contrat d'OC d'un montant de 800 K€. Les fonds ont été reçus le 04 février 2017.

Il a été décidé en date du 27 Avril 2017, de transférer le siège social de la société Madvertise du 37 rue des Mathurins - 75008 Paris au 56 rue de Billancourt 92100 - Boulogne-Billancourt.

En septembre 2017, la société a lancé sa solution de « Eye Tracking » pour le marché de la régie publicitaire. Le principe permet de décompter le temps qu'un utilisateur passe devant la publicité (publicité in-app uniquement). Cette solution renforce la valeur ajoutée de son offre et maintient le groupe en tête en matière d'innovation.

La société a opéré un changement de compartiment du groupe de cotation E1 (placement privé) au groupe de cotation E2 (Offre au public) du marché Euronext GrowthTM. Le prospectus déposé a été visé par l'AMF, direction des Emetteurs, en date du 15 septembre 2017. Les 10 039 912 actions constituant le capital de la société ont été transférées à cette date.

La société a participé intégralement à l'augmentation de capital de Madvertise Media du 09 novembre 2017 soit une augmentation de sa participation de 240k€.

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Eléments relevant de plusieurs postes du bilan
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- Effectif moyen
- Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés
- Résultat des 5 derniers exercices
- Liste des filiales et participations

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles et méthodes comptables françaises suivant les prescriptions du règlement de l'ANC n°2016-7 du 26 décembre 2016, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels	3 ans
Agencements et aménagements	10 à 20 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier	5 à 10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Néant.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.
Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en Euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels.

La comptabilisation du CICE peut être réalisée par les options suivantes :

- une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013),
- une des autres solutions envisagées (en diminution de l'impôt ou en produit d'exploitation).

La société a choisi de comptabiliser la provision CICE estimée au 31 décembre 2017 en diminution des charges de personnel. L'impact de cette prise en compte sur les états financiers est de 8 535 €.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts de formation et de recrutement.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 2016 homologué par arrêté du 26 décembre 2016
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Informations relatives à l'intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2012, il existe un périmètre d'intégration fiscale entre notre société MADVERTISE dont le siège social est situé 56 rue de Billancourt - 92100 Boulogne Billancourt et les filiales MADVERTISE AGENCY et MADVERTISE MEDIA.

A compter du 1^{er} janvier 2017, notre filiale la société APPSFIRE est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale.

Les modalités de répartition de l'impôt sur les sociétés assis sur le résultat d'ensemble du groupe sont celles retenues par l'administration fiscale, à savoir :

- La charge d'impôt dans la filiale est celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale,
- La société mère enregistre le solde par rapport au résultat d'ensemble.

Au 31/12/2017, il existe un déficit reportable en avant au niveau du groupe d'un montant de 6 574 827 euros.

Liste des sociétés membres du groupe au 31/12/2017:

- SAS MADVERTISE MEDIA
- SAS MADVERTISE AGENCY
- SAS APPSFIRE

Répartition d'IS assis sur le résultat d'ensemble du groupe:

- SAS MADVERTISE MEDIA: 67 857 euros
- SAS MADVERTISE AGENCY : 7 292 euros
- SAS APPSFIRE : 19 427 euros

En l'absence d'intégration fiscale, la société n'aurait payé aucun impôt en raison de son résultat fiscal propre. Intégrée, elle ne supporte pas d'IS en raison du déficit global du groupe.

L'économie d'IS réalisée grâce à l'intégration fiscale s'élève à 94 607 euros se décomposant de la manière suivante:

- Impôt initial à payer : 94 607 euros
- Impôt du groupe intégré : 0 euros

Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune

La société Madvertise a accordé un abandon de créance et de compte courant au profit de sa filiale italienne Madvertise Mobile Advertising avec clause de retour à meilleur fortune. Le montant de cet abandon s'élève à 220 K. En contrepartie de cet abandon de créance, la société Madvertise Mobile Advertising s'engage à rembourser la société Madvertise dans le cas où Madvertise Mobile dégage des bénéfices et que sa situation nette redevient positive, à concurrence de sa valeur nette positive.

Emprunt obligataire convertible en actions

La société MADVERTISE a souscrit un emprunt obligataire de 800k€ d'une durée de 3 ans, au taux d'intérêt annuel de 5% payés trimestriellement. Le contrat prévoit une prime de non conversion des OCA payable in fine d'un montant maximal de 378k€. Ce risque a été comptabilisé en provision pour risque et charge pour un montant de 87k€ au 31 décembre 2017

Bons de souscriptions d'actions

5 types de bons de souscriptions sont toujours en cours de validité :

- 630 810 Bons de souscriptions d'actions (BSA) pour un prix de souscription de 1.98 €
- 193 467 Bons de souscriptions d'actions (BSA) pour un prix de souscription de 2.91 €
- 581 864 Bons de souscriptions d'actions (BSA) pour un prix de souscription de 1.25 €
- 152 300 Options de Souscription d'Actions pour un prix de souscription de 1.84 €
- 30 000 Options de Souscription d'opérations particulières au cours de la période

Détail des charges et produits exceptionnels

Les charges exceptionnelles s'élèvent à 57k et correspondent à des amendes et pénalités pour 1k et des pertes sur créances irrécouvrables pour 56k.

Les produits exceptionnels s'élèvent à 11k et correspondant à un avoir sur prestations de services relatif à l'année 2016.

Etat des immobilisations

	Valeur brute des Immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement	196 302		
Autres immobilisations incorporelles	1 585 600		142 422
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements	45 391		
Matériel de transport	3 500		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	34 695		9 927
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	19 017		253 119
Avances et acomptes			
TOTAL	102 603	-	263 046
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	9 083 153		282 086
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	45 366		26 059
TOTAL	9 128 519	-	308 145
TOTAL GENERAL	11 013 024	-	713 613

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement			196 302	
Autres immobilisations incorporelles			1 728 022	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements			45 391	
Matériel de transport			3 500	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			44 622	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	173 716		98 420	
Avances et acomptes				
TOTAL	173 716	-	191 933	-
Participations évaluées par équivalence			9 365 239	
Autres participations				
Autres titres immobilisés			71 425	
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL	-	-	9 436 664	-
TOTAL GENERAL	173 716	-	11 552 921	-

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche	196 302			196 302
Autres immobilisations incorporelles	812 425	312 214		1 124 639
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers	20 733	4 543		25 276
Matériel de transport	1 547	875		2 422
Matériel de bureau, informatique, mobilier	28 070	6 056		34 126
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	50 350	11 474	-	61 824
TOTAL GENERAL	1 059 077	323 688	-	1 382 765

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	312 214				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers	4 543				
Matériel de transport	875				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	6 056				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	11 474	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	323 688	-	-	-	-

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées	322 088	67 992		390 080
TOTAL Provisions réglementées	322 088	67 992	-	390 080
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions		86 625		86 625
TOTAL Provisions	-	86 625	-	86 625
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	57 127 57 996 25 508		55 957 25 168	57 127 2 039 340
TOTAL Dépréciations	140 631	-	81 125	59 506
TOTAL GENERAL	462 719	154 617	81 125	536 211
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		- 86 625 67 992	55 957 25 168 -	

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	71 425		71 425
Clients douteux ou litigieux	2 443	2 443	
Autres créances clients	313 213	313 213	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	180 942	180 942	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	121 153	121 153	
Groupe et associés	1 202 454	1 202 454	
Débiteurs divers	21 221	21 221	
Charges constatées d'avance	71 863	71 863	
TOTAL GENERAL	1 984 714	1 913 289	71 425
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	799 999		799 999	
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	52 749	52 749		
- plus d'un an	500 000		300 000	200 000
Emprunts et dettes financières divers	14 225	14 225		
Fournisseurs et comptes rattachés	565 757	565 757		
Personnel et comptes rattachés	25 354	25 354		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	49 296	49 296		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	36 037	36 037		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	11 798	11 798		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	115 200	115 200		
Groupe et associés	1 983 850	1 983 850		
Autres dettes	2 131	2 131		
Dettes représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	4 156 396	2 856 397	1 099 999	200 000
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 299 999			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Éléments relevant de plusieurs postes du bilan

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations	9 365 239		
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	198 894		
Autres créances	1 202 454		
Capital souscrit et appelé non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	1 983 726		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	214 338		
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	115 200		
Autres dettes			
Produits de participation			
Autres produits financiers	8 262		
Charges financières	17 551		

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	164 104
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	141 305
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	305 409

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	15 902
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	180 494
Dettes fiscales et sociales	47 081
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	243 477

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	71 863	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	71 863	-

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	10 039 912	0,10
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	10 039 912	0,10

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises Ventes de produits finis Prestations de services	717 771
TOTAL	717 771

Répartition par marché géographique	Montant
France Etranger	717 771 0
TOTAL	717 771

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes - Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	42 802
TOTAL	42 802

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	4	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
TOTAL	4	-

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

La société Madvertise a accordé un abandon de créance et de compte courant au profit de sa filiale italienne Madvertise Mobile Advertising avec clause de retour à meilleur fortune. Le montant de cet abandon s'élève à 220 K. En contrepartie de cet abandon de créance, la société Madvertise Mobile Advertising s'engage à rembourser la société Madvertise dans le cas où Madvertise Mobile dégage des bénéfices et que sa situation nette redevient positive, à concurrence de sa valeur nette positive.

La société Madvertise a accordé une caution solidaire des engagements à sa filiale Madvertise Media d'un montant de 120 000 euros pour durée de 12 mois à compter du 14 mars 2017, ainsi qu'à sa société Madvertise Agency d'un montant de 36 000 euros pour une durée de 12 mois à compter du 28 novembre 2017

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Abandon de créance vis-à-vis de Madvertise Mobile Advertising Srl avec clause de retour à meilleure fortune	219 984
Caution indivisible et solidaire des engagements vis-à-vis de Madvertise Media	120 000
Caution indivisible et solidaire des engagements vis-à-vis de Madvertise Agency	36 000
TOTAL	375 984

Résultats des 5 derniers exercices

Nature des Indications / Périodes	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	1 003 991	1 003 991	833 991	800 093	646 517
b) Nombre d'actions émises	10 039 912	10 039 912	8 339 912	8 000 930	6 465 165
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	727 272				
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	717 771	891 474	744 660	772 162	509 224
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	-1 258 608	-1 344 724	-943 921	-276 592	-517 482
c) Impôt sur les bénéfices	-368 551				
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	-890 057	-1 344 724	-943 921	-276 592	-517 482
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	-1 287 237	-1 631 360	-1 516 150	-17 280	-1 029 186
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	-0,09	-0,13	-0,11	-0,03	-0,08
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	-0,13	-0,16	-0,18	-0,00	-0,16
c) Dividende versé à chaque action					
IV - Personnel :					
a) Nombre de salariés	4	5	6	5	2
b) Montant de la masse salariale	272 881	287 031	310 255	310 227	280 502
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	110 113	106 440	130 967	118 546	116 153

Tableau des filiales et participations

[illegible]

MADVERTISE

Société anonyme

au capital de 1 003 991,20 €

Siège social : 56, rue de Billancourt

92100 Boulogne-Billancourt

RCS Nanterre 447 922 972

RAPPORT DE GESTION INCLUANT LE RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

(Gestion de la Société et du groupe

Les résolutions que nous vous soumettons à titre extraordinaire sont présentées dans un rapport distinct)

Exercice clos le 31 décembre 2017

TABLE DES MATIERES

1. Environnement – Analyse de l'évolution des affaires de la Société et du groupe - Faits marquants de l'exercice clos le 31/12/2017	4
2. Examen des comptes sociaux	5
2.1. Bilan.....	5
2.2. Résultats économiques et financiers	6
2.2.1. Produit d'exploitation.....	6
2.2.2. Charges générales d'exploitation.....	6
2.2.3. Amortissements et dépréciations	6
2.2.4. Résultat brut d'exploitation	7
2.2.5. Coût du risque.....	7
2.2.6. Résultat courant avant impôts.....	7
2.2.7. Bénéfice net.....	7
2.3. Tableau des résultats financiers	7
2.4. Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement	7
2.5. Proposition d'affectation du résultat	8
2.6. Informations sur les délais de paiement.....	8
2.7. Prêts consentis par application de l'article L. 511-6, 3 bis du code monétaire et financier.....	8
3. Examen des comptes consolidés	9
3.1. Bilan consolidé	9
3.2. Résultats économiques et financiers	9
3.2.1. Produits d'exploitation consolidés.....	9
3.2.2. Charges générales d'exploitation consolidées	9
3.2.3. Amortissements consolidés	9
3.2.4. Résultat brut d'exploitation consolidé.....	10
3.2.5. Coût du risque consolidé	10
3.2.6. Résultat courant avant impôts et résultat net consolidé.....	10
3.2.7. Résultat net consolidé (part du Groupe).....	10
4. Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice	10
5. Progrès réalisés et difficultés rencontrées / Evolutions prévisibles et perspectives d'avenir de la Société et du groupe.....	11
6. Filiales et participations	12
6.1. Madvertise Média	12
6.2. Madvertise Agency	12

6.3.	Madvertise Media Gmbh	13
6.4.	Madvertise Mobile Advertising Srl	13
6.5.	Appsfire France et Appsfire Israël Ltd	13
7.	Participations croisées	13
8.	Risques et incertitudes.....	13
8.1.	Principaux risques et incertitudes	13
8.2.	Gestion des risques	15
9.	Recherche et développement	15
10.	Informations sur le personnel et l'environnement.....	16
10.1.	Personnel.....	16
10.2.	Environnement.....	16
11.	Conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce	16
12.	Prise de participation	17
13.	Prise de contrôle.....	17
14.	Cession de participation	17
15.	Rapport sur le Gouvernement d'entreprise	17
15.1.	Modalités d'exercice de la direction générale de la Société	17
15.2.	Informations concernant les mandataires sociaux de la Société : Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés.....	17
15.3.	Convention(s) conclue(s) par un dirigeant ou un actionnaire significatif de la Société avec une filiale	18
15.4.	Tableau des délégations (pouvoirs et compétences)	18
16.	Situation des mandats des Commissaires aux comptes	18
17.	Participations des salariés au capital	19
18.	Répartition du capital.....	19
19.	Rachat par la Société de ses propres actions.....	20
20.	Informations sur le contrat de liquidité.....	20
21.	Nombre de réunions annuelles du Conseil d'administration et taux de participation.....	20

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires afin de vous rendre compte des résultats de la société Madvertise (ci-après dénommée la « **Société** ») et des sociétés de son groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et de soumettre à votre approbation les comptes sociaux et les comptes consolidés de cet exercice, ainsi que l'affectation du résultat de celui-ci.

Nous vous soumettons également à votre approbation certaines résolutions à titre extraordinaire qui vous seront présentées dans un rapport séparé.

Les documents sociaux, comptes, rapports ou autres documents et renseignements s'y rapportant vous ont été communiqués ou ont été mis à votre disposition dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales, réglementaires et statutaires.

Le Commissaire aux comptes de la Société vous fera part dans ses rapports, dont lecture vous sera donnée à la suite du présent rapport, du résultat de ses investigations sur les comptes qui vous sont présentés.

1. Environnement – Analyse de l'évolution des affaires de la Société et du groupe - Faits marquants de l'exercice clos le 31/12/2017

A. Analyse et évolution des affaires

La Société est positionnée sur deux segments de marché :

- La publicité mobile premium et à la performance avec les sociétés Madvertise Media et Appsfire en France, Madvertise Media GmbH en Allemagne et Madvertise Mobile Advertising srl en Italie permettant ainsi à nos clients de lancer leurs applications mobiles, mais aussi de les monétiser ;
- le marketing mobile au travers de la société Bemobee, : ce pôle intervient très en amont dans les stratégies des grands groupes afin de penser, créer et développer les meilleurs actifs mobiles pour le compte de nos clients.

Nous vous rappelons que depuis le 20 mars 2012, les actions de la Société (code mnémonique ALMNG) ont été transférées du Marché Libre vers le marché NYSE Alternext.

B. Recapitalisation de la Société

Au cours de l'exercice écoulé, aucune augmentation de capital n'a été effectuée.

Le capital social s'élève donc à 1 003 991,20 euros au 31/12/2017.

Pour assurer ses besoins de trésorerie dans un contexte de croissance, la Société a émis un emprunt obligataire en actions d'un montant de sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros et vingt centimes d'euros (799.999,20 €) par voie d'émission de sept cent vingt-sept mille deux cent soixante-douze (727 272) Obligations Convertibles en Actions (OCA), portant intérêt au taux annuel de 5% et d'une durée de 3 ans, dans le cadre d'un placement privé, aux termes de la décision du Conseil d'Administration en date du 14 décembre 2016, suivant délégation consentie par l'assemblée générale du 27 juin 2016. Parmi les conditions, la société a la possibilité de rembourser jusqu'à 75% de cet emprunt obligataire. Le financement a été activé le 03 février 2017.

La société a également souscrit le 31/10/2017 à un prêt innovation auprès de la BPI de cinq cent mille euros (500.000 €) d'une durée de 7 ans, au taux d'intérêt annuel de 4.89% payés trimestriellement. Le premier remboursement interviendra le 31/03/2020.

C. Evolution du titre sur le marché Alternext

Au 31 décembre 2017, le cours de l'action était de 1,52 euros, stable par rapport au 1^{er} janvier 2017 (1,17 euros). La capitalisation boursière s'élevait à 15m€. Les volumes échangés ont augmenté au cours de la période, même s'ils restent assez faibles.

D. Nomination d'un nouvel administrateur indépendant

Monsieur Michael AIDAN a été coopté en qualité d'administrateur indépendant, le conseil d'administration du 14 mars 2017 puis ratifié par l'Assemblée Générale du 23 juin 2017 en remplacement de Monsieur Gabriel Chicoye, administrateur démissionnaire.

2. Examen des comptes sociaux

Les comptes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017 que nous soumettons à votre approbation sont présentés dans les documents mis à votre disposition et dans le rapport de vos Commissaires aux comptes. Ces comptes sociaux ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les comptes sociaux présentent certains points intéressants qui seront décrits plus en détail ci-après.

2.1. Bilan

Le total du bilan s'élève à 12.043.673 euros pour l'exercice considéré, à euros, contre 12.271.846 euros au titre de l'exercice précédent.

Au passif, les capitaux propres s'élèvent à 7.800.652 euros, contre 9.241.939 euros au titre de l'exercice précédent.

Le capital social s'élève au 31 décembre 2017 à 1 003 991,20 euros, inchangé par rapport à la précédente clôture annuelle.

2.2. Résultats économiques et financiers

2.2.1. Produit d'exploitation

Le produit d'exploitation s'élève à 822.148 euros (contre 908.021 euros l'exercice précédent). Ce qui représente une baisse de 9.46%. L'écart s'explique par la baisse de la refacturation des management fees liée à la baisse du chiffre d'affaires de Madvertise Media, ainsi que par un contrat centralisé historiquement par Madvertise et refacturé aux différentes entités jusqu'en 2016. En 2017, cette prestation est facturée directement aux entités bénéficiaires. Les refacturations correspondantes n'ont donc plus lieu d'être.

2.2.2. Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation représentent 1.977.761 euros en 2017 (contre 1.728.771 euros en 2016), soit une hausse de 14.40%.

<i>En euros</i>	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôts et taxes	23.383	36.182
Dotations aux amortissements	323.688	191.166
Autres achats et versements externes	1.239.916	1.105.990
Salaires et traitements	272.881	287.031
Charges sociales	110.113	106.440
Autres charges diverses d'exploitation	7.780	1.962
Total	1.977.761	1.728.771

Les charges achats et versements externes s'élèvent à 1.239.916 € en 2017 contre 1.105.990 € en 2016 soit une augmentation de 12,1% qui s'explique par la prise en charge d'une partie des frais du salon Dmexco, les honoraires d'accompagnement à la rédaction technique des dossiers CIR/CII déposés pour les années 20013 à 2015, le recours en sous-traitance aux fonctions finance et juridique en année pleine. Par ailleurs, les frais de personnel sont en baisse de 2.66% pour des effectifs de 4 collaborateurs en moyenne en 2017 contre 4.5 collaborateurs en moyenne en 2016.

La Société n'a supporté aucune dépense de travail intérimaire.

2.2.3. Amortissements et dépréciations

La dotation aux comptes d'amortissements et aux dépréciations des immobilisations est en augmentation en 2017 par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à une charge de 323.688 euros, contre une charge de 191.166 euros pour l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par la mise en service des différents actifs incorporels immobilisés en 2016 et courant 2017 dont notamment la plateforme Ad Serving et des outils et techniques de médiation.

2.2.4. Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation est en baisse de 40,80%. Il s'élève à (1.155.614) euros, contre un montant de (820.749) euros l'exercice précédent.

2.2.5. Coût du risque

Le coût du risque est de 86.625 euros au 31 décembre 2017, contre 7.333 euros en 2016. Il s'explique exclusivement par le coût de non conversion de l'emprunt d'OC contracté en début d'année.

<i>En euros</i>	Exercice 2017	Exercice 2016
Dotations aux provisions sur créances douteuses	0	7.333
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	0
Pertes nettes sur créances irrécupérables	0	0
Provision pour risques de non conversion de l'OCA	86.625	0
Reprises de provisions sur créances douteuses devenues disponibles	0	0
Reprises de provisions pour risques et charges	0	0
Total	86.625	7.333

2.2.6. Résultat courant avant impôts

Le résultat courant avant impôts est de (1.520.646) euros au titre de 2017, contre une perte de (1.522.293) euros au titre de l'exercice précédent.

2.2.7. Bénéfice net

Le résultat net social s'élève à (1.287.237) euros, contre (1.631.360) euros pour l'exercice précédent.

2.3. Tableau des résultats financiers

Le tableau des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices est annexé au présent rapport (Annexe 2.3).

2.4. Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

En application des dispositions des articles 223 *quater* et 223 *quinquies* du Code Général des Impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge des dépenses de cette nature.

2.5. Proposition d'affectation du résultat

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices. Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017, soit une perte 1.287.327 Euros, en totalité sur le compte « prime d'émission, de fusion, d'apport » qui s'élève avant imputation à 7.389.657 euros Le compte « prime d'émission, de fusion, d'apport » serait ainsi ramené à 6.102.330 euros, la totalité des fonds propres s'élevant à 7.800.652 euros.

2.6. Informations sur les délais de paiement

Conformément aux articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture des deux derniers exercices clos, le solde des dettes fournisseurs et des créances clients se décompose, par date d'échéance, comme suit :

Les chiffres sont en milliers d'euros

		Article D. 441 I.-1° : Factures <i>reçues</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					Article D. 441 I.-2° : Factures <i>émises</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour <i>[indicatif]</i>	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et +	Total (1 jour et +)	0 jour <i>[indicatif]</i>	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et +	Total (1 jour et +)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	-					-	12					2
Montant total des factures concernées (TTC)	25	178	55	6	156	420	0	2	2	1	65	69
% du montant total des achats de l'exercice (HT)	2,1%	14,7%	4,5%	0,5%	12,9%	34,8%						
% du CA de l'exercice (HT)							0,00%	5,19%	5,19%	3,27%	206,92%	220,56%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues	(factures interco)						(factures interco)					
Montant total des factures exclues (TTC)	80						80					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal –Article L. 441-6 ou Article L. 443-1 du Code de commerce)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 30 jours Délais légaux : 45 jours						Délais contractuels : 60 jours Délais légaux : 45 jours					

Le Commissaire aux comptes vous présentera, dans son rapport sur les comptes annuels, ses observations sur la sincérité et la concordance de ces informations avec les comptes annuels.

2.7. Prêts consentis par application de l'article L. 511-6, 3 bis du code monétaire et financier

En application des Articles L. 511-6, 3 bis al. 2, R. 511-2-1-1 et R. 511-2-1-2 du code monétaire et financier nous vous précisons qu'aucun prêt entre entreprises visé à l'article L. 511-6, 3 bis du code monétaire et financier n'a été consenti par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

3. Examen des comptes consolidés

Le groupe réalise sa septième consolidation au 31 décembre 2017.

3.1. Bilan consolidé

Le total du bilan consolidé s'élève, pour l'exercice considéré, à environ 13.854.000 euros, contre environ 15.663.000 euros au titre de l'exercice précédent.

Au passif, les capitaux propres consolidés (part du groupe) s'élèvent à environ (142.000) euros, contre environ 1.545.000 euros au titre de l'exercice précédent.

3.2. Résultats économiques et financiers

Les résultats 2017 sont comparés aux comptes 2016.

3.2.1. Produits d'exploitation consolidés

Le produit d'exploitation consolidé s'élève à environ 18.195.000 euros contre environ 17.574.000 euros pour les comptes de l'exercice précédent. Ce qui représente une hausse de 3.5 %.

3.2.2. Charges générales d'exploitation consolidées

Les charges générales d'exploitation consolidées sont d'environ 13.851.000 euros en 2017 contre environ 13.260.000 euros en 2016 soit une hausse de 4.4 %.

	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôts et taxes	101.000	140.000
Achats consommés	13.697.000	13.100.000
Autres charges d'exploitation	53.000	20.000
Total	13.851.000	13.260.000

Les charges de personnel s'élèvent à environ 4.038.000 euros en 2017 contre 3.825.000 euros en 2016 pour un effectif (65 salariés). La hausse s'explique par le recrutement de profils plus seniors.

3.2.3. Amortissements consolidés

La dotation aux comptes d'amortissement et aux provisions est en léger retrait en 2017 par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 642.000 euros en 2017, contre 677.000 euros en 2016.

3.2.4. Résultat brut d'exploitation consolidé

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'élève à (337.000) euros contre un montant de (188.000) euros l'exercice précédent.

3.2.5. Coût du risque consolidé

Le coût du risque consolidé connaît une hausse en 2017 et s'élève à 153.000 euros contre 110.000 euros en 2016.

	Exercice 2017	Exercice 2016
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	3.000
Dotations aux provisions pour créances douteuses	91.000	109.000
Pertes nettes sur créances irrécupérables		
Pertes risques de non conversion de l'OCA	86.600	0
Reprises de provisions sur créances douteuses devenues disponibles (+)	21.600	0
Reprises de provisions pour risques et charges (+)	3.000	2.000
Total	153.000	110.000

3.2.6. Résultat courant avant impôts et résultat net consolidé

Le résultat courant des entreprises intégrées avant impôts et résultat exceptionnel est de (526.000) euros, contre environ (439.000) euros au titre de l'exercice précédent.

Le résultat net des entreprises intégrées après constatation des résultats des sociétés mises en équivalence et des variations de valeur des écarts d'acquisition ressort à un montant de (1.465.000) euros, contre un résultat négatif de (2.292.000) euros au titre de l'exercice 2016.

3.2.7. Résultat net consolidé (part du Groupe)

Après impôt sur les sociétés, le résultat net consolidé part du Groupe s'établit à un montant d'environ (1.465.000) euros contre environ (2.292.000) euros pour l'exercice précédent.

4. Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Le 03 février 2017, Le directeur général faisant usage des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil d'Administration de la Société le 14 décembre 2016 a constaté la réalisation définitive de l'emprunt obligataire d'un montant de sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros et vingt centimes d'euros (799.999,20 €) par voie d'émission de sept cent vingt-sept mille deux cent soixante-douze (727 272) Obligations Convertibles en Actions (OCA), décidée par le Conseil d'Administration le 14 décembre 2016 en vertu d'une délégation de compétence par l'Assemblée

Générale mixte en date du 27 juin 2016 (19ème résolution). Parmi les conditions, la société a la possibilité de rembourser jusqu'à 75% de cet emprunt obligataire.

Lors de sa réunion du 14 mars 2017, votre Conseil d'Administration a nommé à titre provisoire, aux fonctions d'administrateur indépendant Monsieur Michael AIDAN, en remplacement de Monsieur Gabriel Chicoye, démissionnaire. En application des dispositions légales et statutaires, nous vous demandons de bien vouloir ratifier cette décision.

Votre conseil d'Administration a autorisé pour une durée de une année à compter du 14 mars 2017, la Société à se porter caution indivisible et solidaire des engagements (ligne de crédit court terme) de sa filiale à 100 % la Société MADVERTISE MEDIA auprès de l'établissement Bancaire La BRED à concurrence d'un montant global maximum de 120 000,00 euros (ligne de crédit de 100 000 euros majorée de 20 %), incluant le principal, les intérêts, frais et commissions et accessoires en euros, pendant une durée de 12 mois.

Votre Conseil d'administration, lors de sa séance du 27 Avril 2017, a décidé de transférer le siège social du 37 rue des Mathurins, 75008 Paris au 56 rue de Billancourt 92100 Boulogne Billancourt à compter du 27 Avril 2017. En application des dispositions légales et statutaires, nous vous demandons de bien vouloir ratifier cette décision. Conséquemment, à cette ratification, il vous est demandé également d'approuver la modification statutaire réalisée par ledit Conseil d'administration en vue de procéder aux formalités légales.

La dissolution de la filiale israélienne « APPSFIRE ISRAEL LTD » d'APPSFIRE SAS décidée en 2016 a été effective dans le courant de l'année civile.

Votre conseil d'Administration a autorisé pour une durée de une année à compter du 28 novembre 2017, la Société à se porter caution indivisible et solidaire des engagements (ligne de crédit court terme) de sa filiale à 100 % la Société MADVERTISE AGENCY auprès de l'établissement Bancaire La BRED à concurrence d'un montant global maximum de 36 000,00 euros (ligne de crédit de 30 000 euros majorée de 20 %), incluant le principal, les intérêts, frais et commissions et accessoires en euros, pendant une durée de 12 mois.

5. Progrès réalisés et difficultés rencontrées / Evolutions prévisibles et perspectives d'avenir de la Société et du groupe

En 2017, le chiffre d'affaires a atteint 18 M€ en progression de 3,4% par rapport à 2016.

Sur le second semestre, le chiffre d'affaires s'établit à 9 M€, identique au premier semestre et en léger recul par rapport à la même période l'année précédente.

Cette croissance a été portée par l'activité de Régie (91% des revenus de Madvertise), dont le chiffre d'affaires a progressé de +4,5%, essentiellement sur le segment Premium. Cette évolution reflète le succès de la stratégie déployée par la société, avec en particulier une concentration de ses efforts de développement sur la régie programmatique.

Cette performance a été largement soutenue par l'international (+33,5%) : l'Allemagne poursuit une forte croissance avec près de 20% d'augmentation de son chiffre d'affaires grâce au gain de nouveaux contrats d'éditeurs et atteint 5.4m€. En Italie, l'activité a été marquée par le gain d'un gros contrat sur le marché de la performance qui a permis d'atteindre un chiffre d'affaires record cette année avec 2.3m€, fruit du travail de développement des années précédentes. Madvertise réalise désormais 43% de ses revenus à l'international (contre 33% en 2016).

En France, Madvertise s'est appuyé sur son portefeuille de clients historiques, incluant notamment Shazam, sur le démarrage de nouveaux contrats (Radio France, Ouest France, Groupe Marie Claire, etc.). Les revenus ont toutefois été impactés au 2nd semestre par des réorganisations internes au sein de plusieurs agences clientes et le choix de ne pas poursuivre certains contrats moins rentables.

Pour la seconde année consécutive, l'excédent brut d'exploitation de l'exercice est positif à 305.000 euros malgré le recul enregistré.

Après deux années consécutives de réorganisation, le groupe a repris une stratégie d'investissement avec d'une part une équipe plus senior certains départs ayant été remplacés par des personnes plus expérimentées et d'autre part une présence marketing plus importante notamment lors du salon annuel Demexco et d'événements spécifiques. Par ailleurs, les charges 2017 comprennent le coût du dépôt des dossiers CIR-CII 2013 à 2015.

En 2018, le groupe entend poursuivre ses développements à l'international et consolider son activité sur son marché domestique. Deux solutions techniques supplémentaires, video et data, viendront compléter l'offre de service pour assurer cette stratégie.

6. Filiales et participations

Au cours de l'exercice, l'organigramme du Groupe a été modifié par la dissolution de la société APPSFIRE Israël.

6.1. Madvertise Média

La société Madvertise Média exerce une activité de régie publicitaire Premium sur mobile.

Elle a réalisé durant l'exercice 2017 un chiffre d'affaires de 7.650.865 euros, contre 9.354.504 euros pour l'exercice 2016. Le résultat net de l'exercice est un bénéfice de 442.163 euros, contre un bénéfice de 83.747 euros en 2016.

6.2. Madvertise Agency

La société Madvertise Agency exerce une activité d'agence de marketing mobile.

Elle a réalisé durant l'exercice 2017 un chiffre d'affaires de 1.542.955 euros, contre 1.573.339 euros pour l'exercice 2016. Le résultat net de l'exercice est un bénéfice de 71.754 euros, contre un bénéfice de 256.595 euros en 2016.

6.3. Madvertise Media Gmbh

La société Madvertise Media Gmbh exerce une activité de régie publicitaire sur mobile.

Elle a réalisé durant l'exercice 2017 un chiffre d'affaires de 5.458.396 euros, contre 4.532.835 euros pour l'exercice 2016. Le résultat net de l'exercice est une perte de (122.863) euros, contre une perte de (499.203) euros en 2016.

6.4. Madvertise Mobile Advertising Srl

La société Madvertise Mobile Advertising exerce une activité de régie publicitaire sur mobile.

Elle a réalisé durant l'exercice 2017 un chiffre d'affaires de 2.312.739 euros, contre 1.306.682 euros pour l'exercice 2016. Le résultat net de l'exercice est une perte de (143.720) euros, contre une perte de (296.941) euros en 2016.

6.5. Appsfire France et Appsfire Israël Ltd

La société Appsfire exerce une activité de régie publicitaire sur mobile

Elle a réalisé durant l'exercice 2017 un chiffre d'affaires de 1.233.664 euros, contre 870.716 euros pour l'exercice 2016. Le résultat net de l'exercice est un bénéfice de 139.674 euros, contre un bénéfice de 26.535 euros en 2016.

La Société APPSFIRE ISRAEL LTD (Filiale Israélienne à 100 %) n'a réalisé aucun chiffre d'affaire compte tenu que cette filiale a cessé définitivement toute activité depuis 2016.

7. Participations croisées

Les sociétés contrôlées par la Société ne détiennent aucune participation dans la Société.

8. Risques et incertitudes

La Société attire l'attention sur les facteurs de risque susceptibles d'affecter les activités de la Société.

8.1. Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques de notre groupe sont liés au contexte macro-économique, aux ruptures technologiques et au contexte social.

a) Risques relatifs aux marchés sur lesquels intervient le Groupe

- Risques liés aux évolutions réglementaires

Le secteur de la communication et plus particulièrement du marketing mobile dans lequel le Groupe opère est soumis à des lois, des réglementations et des pratiques d'autodiscipline. Les gouvernements,

les autorités de régulation et les associations de consommateurs envisagent régulièrement d'interdire ou de restreindre la publicité sur certains produits et services ou encore de réguler certaines activités exercées par le groupe.

Le Groupe reste confiant compte tenu que plus de 70% du trafic se fait via les applications qui ne sont pas touchées par les logiciels de Ad-blocking, et que la marché Allemand en particulier a adopté une démarche de blocage des Ad-Block très agressive, diminuant leur impact sur les éditeurs et utilisateurs.

- Risques liés à l'évolution des marchés et à la concurrence

Le secteur de la publicité mobile est très concurrentiel. Les concurrents du groupe sont de toutes tailles et de tous types, allant de grands groupes internationaux aux petites agences/régies opérant sur des marchés locaux ou régionaux.

Dans ce contexte, Madvertise, doit prévenir les évolutions technologiques et proposer des solutions innovantes pour conserver et améliorer ses positions sur son marché. Pour cela le Groupe effectue une veille régulière du marché de la publicité digitale et de ses concurrents et continue à investir significativement en recherche et développement, la présence sur 3 pays clefs en Europe permet également d'étendre son réseau de veille concurrentiel, et ce en particulier en Allemagne, pays où les éditeurs nationaux ont une position technologique avancée.

- b) Risques liés à la dépendance vis-à-vis d'hommes clés ainsi qu'au besoin d'attirer et de fidéliser du personnel clé

La réussite du groupe dépend largement du talent et des compétences de ses spécialistes médias, commerciaux et créatifs, ainsi que de la qualité des relations qu'ils entretiennent avec leurs clients. La capacité de la Société à recruter du personnel commercial ou technique de qualité pour assurer sa croissance est primordiale.

- c) Risques financiers

- Risques de liquidité et besoin de financement complémentaire

Comme toute entreprise, Madvertise peut potentiellement être soumis à un risque de liquidité.

Afin de prévenir ce risque le groupe dispose :

- de lignes de crédit court terme pour faire face à une augmentation du BFR. Un contrat d'affacturage groupe a été mis en place avec CM-CIC pour couvrir ce besoin pour l'activité de régie publicitaire en France,
- d'un suivi de la trésorerie,
- de convention de trésorerie permettant d'utiliser les excédents de certaines filiales pour couvrir le besoin des autres,
- d'un contrat de prêt obtenu auprès de Bpifrance

Par ailleurs la société étudie toutes les possibilités d'aides publiques, parmi lesquelles celles de Bpifrance.

- Risques liés aux clients

Compte tenu du nombre croissant de clients et de leurs besoins en matière de publicité, la société considère qu'elle n'a pas de dépendance significative à l'égard de client qui serait susceptible d'affecter son activité.

Néanmoins, comme pour tout secteur, les mouvements d'acquisitions et cessions entre les grands acteurs du marché pourraient avoir une incidence sur ses résultats.

8.2. Gestion des risques

En 2016, la part des dépenses publicitaires digitales allouées au mobile s'est encore accrue atteignant 39,6% contre 26% en 2015 (search + display). Les investissements sur le mobile ont également augmenté (+73%) : ils s'élèvent à 1 265m€ en 2016 dont respectivement 346m€ et 821m€ attribués respectivement au social et au search, soit essentiellement Facebook, Instagram et Google (Source : Analyse PwC, déclaratif SEM et IDECAM). La part de marché restante pour le display atteint donc près de 100m€ contre 75m€ en 2015.

Le facteur de risque macro-économique avec l'omniprésence des GAFA est couvert par la croissance du marché et la réallocation de budget multi média sur le mobile.

Par ailleurs, depuis septembre 2016, l'audience mobile supplante celle des desktops (Source: StatCounter Global Stats - Platform Comparison Market Share) avec une part de 55,63%.

Enfin, le réservoir de croissance reste très significatif avec encore 35% de la population française qui ne dispose pas d'un smartphone (Source : CREDOC « Conditions de vie et aspirations »).

Cette évolution conforte notre positionnement technologique.

Comme en 2015, le gain de nombreux clients à forte notoriété et trafic permet de réduire le risque client, la perte d'un éditeur ne devant pas impacter le résultat de l'entreprise. Néanmoins, nous travaillons sur l'allongement des contrats de régie afin de lisser les risques de renouvellements annuels, ainsi que sur l'accroissement des revenus récurrents afin de sécuriser notre visibilité.

Afin de nous protéger contre le risque technologique, nous avons mis en place une cellule de veille et travaillons à toujours être à la pointe des technologies et anticiper les évolutions.

L'accent mis sur le développement de la part variable de la rémunération des différents salariés contribue à maîtriser le risque social.

Comme en 2016, les différents investissements technologiques, ainsi que le développement prioritaire de notre pôle Régie nous permettent de constater des économies d'échelle à court terme.

9. Recherche et développement

Sur cet exercice, cette activité a été portée par les sociétés Madvertise, Mbrand3 et Appsfire avec la mise en fonction des outils technologiques suivants :

- EYE TRACKING

Eye tracking est une brique applicative incluses désormais dans notre SDK et qui permet d'activer la camera frontale du téléphone avec le consentement préalable de l'utilisateur afin de pouvoir, sans identifier le visage de la personne, de regarder le mouvement de ses yeux. Avec l'appui d'un logiciel dédié cette activité est identifiée et traitée afin de déclencher des actions en fonction de l'information, du contexte et de l'objectif visé.

- MAT V1

MAT est une solution logiciel de collecte, de tri, de classement et d'hébergement de données provenant de notre SDK propriétaire, aussi communément appelée DMP. Il contient une quantité gigantesque de données indexée selon des méthodes spécifiques et permettant une analyse en temps réel et la qualification des profils. Cet outil constitue un actif indéniable de la société lui permettant de ne pas dépendre de solution technologique tierce.

- VIDEO

La société travaille au développement d'un format natif performant de type out-stream lui permettant d'insérer de la vidéo dans différentes sources et donc de diffuser quel que soit l'environnement.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, les dépenses en matière de recherche et développement du Groupe se sont élevées à 1,2 M€.

10. Informations sur le personnel et l'environnement

10.1. Personnel

Au 31 décembre 2017 la société emploie 65,1 personnes soit :

- cadres : 46,7
- agent de maîtrise : 0
- employés : 18,4

Le personnel qui constitue une valeur essentielle de l'entreprise est géré par la Direction Générale assistée des cadres de l'entreprise aussi bien pour l'organisation du travail que pour les modalités du dialogue social.

10.2. Environnement

Eu égard à la nature des activités et à l'organisation de la Société, ces informations ne paraissent pas pertinentes ;

11. Conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce

Nous allons vous donner lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce.

12. Prise de participation

Nous vous signalons que notre Société a participé intégralement à l'augmentation de capital de Madvertise Media du 09 novembre 2017 soit une augmentation de sa participation de 240k€.

13. Prise de contrôle

Au cours de l'exercice écoulé, aucune acquisition n'a eu lieu.

14. Cession de participation

Au cours de l'exercice écoulé, aucune participation n'a été cédée.

15. Rapport sur le Gouvernement d'entreprise

15.1. Modalités d'exercice de la direction générale de la Société

Conformément à l'article L 225-37-4, 4° du Code de commerce, nous vous indiquons que votre Conseil d'administration a procédé au choix de l'une des deux modalités d'exercice de la Direction Générale prévues à l'article L 225-51-1 du Code de commerce, à savoir :

- Cumul des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général.

Le Conseil a décidé d'opter pour le cumul des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général.

En conséquence M. Paul AMSELLEM assume sous sa responsabilité la Direction Générale de la Société.

En application de l'article 16 des statuts, cette décision a été prise pour une durée de deux ans.

Sauf modification du mode d'exercice de la Direction Générale, la présente indication ne sera pas reprise dans les rapports ultérieurs.

15.2. Informations concernant les mandataires sociaux de la Société : Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés

Conformément aux dispositions des Articles L 225-37-4,1° et L 225-102-1alinéa 3 du Code de commerce, nous vous communiquons en Annexe 14 .1 du présent rapport, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires, sociaux de la Société.

Au 31 décembre 2017, le Conseil d'Administration de votre société est composé de six administrateurs, dont un est indépendant.

Le conseil d'administration n'a pas distribué de jetons de présence au cours de l'exercice écoulé.

La durée des fonctions des administrateurs est de 2 ans. Les mandats de la totalité des administrateurs ont été renouvelés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 juin 2017 pour une nouvelle période de deux années, soit jusqu'à l'assemblée qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018, à tenir en 2019.

Nom	Mandat	Fonction opérationnelle dans la Société	Date de 1 ^{ère} nomination et de fin de mandat
Paul AMSELLEM	Président Directeur Général	Néant	1 ^{ère} nomination : 03 février 2011 Echéance du mandat : 23 juin 2019
Gonzague Le Roy de la Tournelle	Administrateur	VP manager advertising	1 ^{ère} nomination : 16 novembre 2011 Echéance du Mandat : juin 2019
Henri de BODINAT	Administrateur	Néant	1 ^{ère} nomination : 28 juin 2013 Echéance du Mandat : juin 2019
Gilles ENGUEHARD	Administrateur	Néant	1 ^{ère} nomination : 26 juin 2015 Echéance du Mandat : juin 2019
Michael AIDAN	Administrateur	Néant	1 ^{ère} nomination : Cooptation par la CA du 14 mars 2017 ratifiée par l'AG du 23 juin 2017 Echéance du Mandat : juin 2019
Isabelle WEILL	Administrateur Indépendant	Néant	1 ^{ère} nomination : 27 juin 2016 Echéance du Mandat : juin 2019

15.3. Convention(s) conclue(s) par un dirigeant ou un actionnaire significatif de la Société avec une filiale

Néant

15.4. Tableau des délégations (pouvoirs et compétences)

Un tableau des délégations de pouvoirs et de compétence conférés par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de commerce, accordés et/ou utilisés au cours de l'exercice écoulé figure en Annexe au présent rapport.

16. Situation des mandats des Commissaires aux comptes

L'Assemblée Générale en date du 20 juin 2014 qui a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013 a confirmé les mandats :

- du Cabinet Ancette & Associés, Commissaire aux comptes titulaire, et
- de Monsieur Jérôme Ploquin, Commissaire aux comptes suppléant,

pour une durée de 6 ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui se tiendra en 2020.

17. Participations des salariés au capital

A la clôture de l'exercice, les salariés du Groupe détenaient directement et indirectement 9,9 % du capital de la Société.

Aucun titre de la Société ne fait l'objet d'une détention collective (PEE ou FCPE) ou sont frappés d'une inaccessibilité.

La Société a mis en place un plan de stock-options à destination d'un salarié de BEMOBEE

18. Répartition du capital

Au 31 décembre 2017, le capital social de la Société est composé de 10.039.912 actions de 0,10 euro de valeur nominale. A chaque action correspond un droit de vote.

Nous vous indiquons ci-dessous l'identité des actionnaires détenant au 31 décembre 2017 plus de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 33 1/3%, 50%, 66 2/3%, 90% et 95% du capital ou des droits de vote.

Au 31 décembre 2017, la répartition du capital social (détention directe ou indirecte) est la suivante :

	Actions	Droits de vote
Time Investor	> 10 %	> 10 %
Financial Arbevel	> 10 %	> 10 %
Paul Amsellem	> 5 %	> 5 %
MCA Finance	> 5 %	> 5 %
Française AM	> 5 %	> 5 %

La répartition n'a pas évolué au cours de l'exercice, et aucun franchissement de seuil n'a été déclaré à la société en 2017.

5 types de bons de souscriptions sont toujours en cours de validité :

- 630 810 bons de souscription d'actions (BSA) pour un prix de souscription de 1,98 €
- 193 467 bons de souscription d'actions (BSA) pour un prix de souscription de 2,91 €
- 581 864 bons de souscription d'actions (BSA) pour un prix de souscription de 1,25 €

- 152 300 Options de Souscription d'Actions pour un prix de souscription de 1,84 €.
- 30 000 Options de Souscription d'Actions pour un prix de souscription de 0,82 €

Les dirigeants n'ont pas déclaré d'opérations particulières au cours de la période.

19. Rachat par la Société de ses propres actions

Au 31 décembre 2017, la Société ne détenait que les 2 834 actions consacrées à l'animation du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité confié à la société Louis capital Market, représentant 0,1 % du capital social.

20. Informations sur le contrat de liquidité

Conformément aux stipulations de l'article L 225-211, le Conseil d'administration doit indiquer le nombre d'actions achetées et vendues au cours de l'exercice par application des articles L 225-209 et suivants du Code de commerce, ainsi que les cours moyens des achats et des ventes.

Nous vous rappelons que l'Assemblée Générale du 16 novembre 2011 a autorisé le Conseil d'administration à procéder à l'acquisition d'actions de la Société.

Du 01 janvier 2017 au 31 décembre 2017 :

- 39 692 actions ont été achetées – cours moyen des achats pour la période : 1,52 €
- 43 687 actions ont été vendues – cours moyen des ventes pour la période : 1,64 €

Au 31 décembre 2017, la Société détenait à travers ce contrat de liquidité 2 834 actions propres, évaluées à 6 205,41 € (valeur nominale de l'action de 0,10 euro) à la fin de l'exercice. Le montant des frais de négociation s'est élevé à 0 euros.

21. Nombre de réunions annuelles du Conseil d'administration et taux de participation

Au cours de l'exercice 2017, le Conseil d'administration s'est réuni 5 fois. Le taux de présence des administrateurs a été quasiment de 100%.

Les fonctions de Président du Conseil d'Administration et Directeur Général sont assumées par Monsieur Paul AMSELLEM. Aucune limitation statutaire et/ou formelle n'est apportée à ses pouvoirs.

Nous vous présentons dans un rapport séparé les résolutions à adopter à titre extraordinaire que nous soumettons à votre approbation.

* * *

Les projets de résolutions qui vous sont remis reprennent les principaux points de ce rapport. Nous vous demandons de bien vouloir approuver l'ensemble des résolutions présentées.

Nous sommes bien entendu à votre disposition pour répondre à toute question que vous pourriez avoir.

Le Conseil d'administration

Annexe 2.3

Tableau des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices

Nature des Indications / Périodes	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	1 003 991	1 003 991	833 991	800 093	646 517
b) Nombre d'actions émises	10 039 912	10 039 912	8 339 912	8 000 930	6 465 165
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	727 272				
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	717 771	891 474	744 660	772 162	509 224
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	-1 258 608	-1 344 724	-943 921	-276 592	-517 482
c) Impôt sur les bénéfices	-368 551				
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	-890 057	-1 344 724	-943 921	-276 592	-517 482
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	-1 287 237	-1 631 360	-1 516 150	-17 280	-1 029 186
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	-0,09	-0,13	-0,11	-0,03	-0,08
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	-0,13	-0,16	-0,18	-0,00	-0,16
c) Dividende versé à chaque action					
IV - Personnel :					
a) Nombre de salariés	4	5	6	5	2
b) Montant de la masse salariale	272 881	287 031	310 255	310 227	280 502
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	110 113	106 440	130 967	118 546	116 153

Annexe 15.1

Administrateurs

Paul Amsellem :

Société / Forme sociale	Activité / Mandat social
MADVERTISE (société anonyme)	Administrateur - Président-Directeur Général
Nemapp (société à responsabilité limitée)	Gérant
Reworld Media	Administrateur
AMCO Invest (société par actions simplifiée)	Président

Gilles Enguehard:

Société / Forme sociale	Activité / Mandat social
Atenis (SARL)	Gérant
Network Finances (SAS)	Président
Rosheart Finances (SARL)	Gérant
Madvertise (société anonyme)	Administrateur

Gonzague Le Roy de la Tournelle :

Société / Forme sociale	Activité / Mandat social
MADVERTISE (société anonyme)	Administrateur
Godelato	Gérant
Altitude Immo	Gérant
Vodaka	Président

Henri de Bodinat

Société / Forme sociale	Activité / Mandat social
Madvertise	Administrateur
Musisoft Distribution	Président
Resonnances	Administrateur
Catering International et Services	Administrateur
SCI Lescop	Gérant
Musisoft	Président du CA
DVDPerplay	DG Délégué
Time Equity Partners	Président
Howto Media Group	Administrateur
Sonodisc	Président
Société d'éditions musicales et artistiques Esperance	Administrateur

Isabelle WEILL

Société / Forme sociale	Activité / Mandat social
MADVERTISE (société anonyme)	Administrateur

Monsieur Michael AIDAN

Société / Forme sociale	Activité / Mandat social
MADVERTISE (société anonyme)	Administrateur

Annexe

Délégation de pouvoirs et/ou de compétences

N° résolut°	Délégations de compétences données au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 23 juin 2017	Montant nominal maximum autorisé	Plafond global	Durée de la délégation	Utilisation pendant l'exercice 2017	Solde restant dispo au 31.12.17	Utilisation pendant l'exercice 2018	Solde restant dispo au 30/04/18
14	Délégation dans le cadre d'un rachat d'actions	10 % du capital social	N/A	18 mois (j.23.12.18)	Oui	Contrat de liquidité 6 205,41 € et 2834 titres au 31/12/17	Oui	N/A
15	Délégation d'annulation des actions rachetées dans programme rachat d'actions	10 % du capital social	N/A	18 mois (j.23.12.18)	Non	103 399,12 euros	Non	103 399, 12 euros
16	Délégation pour augmentation du capital social en numéraire par émission d'actions avec maintien du DPS	1 000.000 euros	2.000.000 euros (26° reso)	26 mois (j.23.08.19)	Non	1 000.000 euros	Non	1 000.000 euros
17	Délégation pour augmentation du capital social en numéraire par émission d'actions avec suppression du DPS (par voie d'offre au public)	1 000.000 euros	2.000.000 euros (26° reso)	26 mois (j.23.08.19)	Non	1 000.000 euros	Non	1 000.000 euros
18	Délégation pour augmentation du capital social par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (placement privé)	20 % du capital social par an	2.000.000 euros (26° reso)	26 mois (j.23.08.19)	non	206 798,24 euros	Non	206 798,24 euros
19+20	Délégation pour augmentation du capital social réservée au profit de catégories de personnes avec suppression du DPS	1 000.000 euros	2.000.000 euros (26° reso)	18 mois (j.23.12.18)	Non	1 000.000 euros	Non	1 000.000 euros
21	Délégation pour augmentation de capital par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission, de fusion ou d'apport	500.000 euros	N/A	26 mois (j.23.08.19)	Non	500.000 euros	Non	500.000 euros
26	Limitation globale du montant des augmentations de capital pouvant résulter des délégations de compétence visées aux 16e , 17e, 18e , et 19e résolutions	2.000.000 euros / 20.000.000 actions	2.000.000 euros / 20.000.000 actions	N/A	Non	2 000 000 euros	Non	2 000 000 euros
27	Délégation à conférer au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital en vertu des aux 16e, 17e ,18e, et 19e résolutions	15% de l'émission initiale	N/A	26 mois (j.23.08.19)	Non	N/A	Non	N/A